

N° DP 25/358

DECISION DU PRESIDENT

CONVENTION D'HONORAIRES DU CABINET VEDESI - REPRESENTATION DE 2 AGENTS METROPOLITAINS DANS LE CADRE DE LA PROTECTION FONCTIONNELLE DEVANT LE TRIBUNAL CORRECTIONNEL DE TOULON

Le Président de la Métropole

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le décret n° 2024-1038 du 6 novembre 2024 relatif aux dispositions réglementaires des livres Ier et II du Code Général de la Fonction Publique,

VU le décret n° 2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n° 23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

VU les courriers d'octroi de protection fonctionnelle de Monsieur le Président en date du 13 février 2025 au bénéfice de Madame Sabrina PERRACHON et de Madame Sandra REGNIEZ, agents métropolitains,

VU le choix de Mesdames Sabrina PERRACHON et Sandra REGNIEZ de se faire assister par le cabinet VEDESI représenté par Maître Henri-Pierre VERGNON dans le cadre de l'instruction pénale ouverte suite à leurs dépôts de plainte en date du 30 janvier 2023 contre Monsieur Jonathan EFROS pour des faits d'outrages à une personne chargée d'une mission de service public,

VU l'audience fixée au 13/03/2025 devant le tribunal judiciaire de Toulon,

VU le devis du 19/03/2025 adressé par le cabinet VEDESI pour les dossiers susvisés, fixant à 150 euros HT/heure et à 750 euros HT pour chaque dossier, soit 900 euros TTC pour les frais de représentation pour chaque agent,

VU les conventions d'honoraires adressées par le dit cabinet en date du 19/03/2025 pour les dossiers susvisés,

CONSIDERANT qu'il convient de signer les conventions d'honoraires et de fixer par la présente décision la proposition financière d'un montant de 750 euros HT, soit 900 euros TTC pour chaque agent et de régler toutes factures et dépenses en lien avec cette affaire,

D E C I D E

ARTICLE 1

DE SIGNER les conventions d'honoraires du 19/03/2025.

ARTICLE 2

DE FIXER les tarifs applicables aux honoraires susvisés à 150 euros HT/heure et à 750 euros HT pour chaque agent, soit 900 euros TTC pour toutes les factures à intervenir dans la présente instance en lien avec cette affaire et ce conformément aux 2 conventions d'honoraires, ci-dessus.

ARTICLE 3

DE REGLER l'ensemble des factures en lien avec cette affaire.

ARTICLE 4

DE DIRE que les crédits nécessaires sont inscrits au Budget Principal 2025 et suivants pour autant que de besoin, opération 23 - article 62268.

La présente Décision sera

- transmise à Monsieur le Préfet
- reproduite sur le Registre ouvert à cet effet
- affiché sur les panneaux destinés à cet effet
- communiquée sous forme de donner acte du Conseil Métropolitain lors de sa prochaine séance

Fait à Toulon, le **31 MAR. 2025**

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée



2005 10/10/05



www.vedesi.fr

Philippe Schmidt
Maître de conférences

Henri-Pierre Vergnon

Arnaud Pélissier
Docteur en Droit Public

Louis-Pierre Eard-Aminthas

William Tissot

Sylvie Sisino
Spécialisée en Droit Public

Johana Jounier

Kilian Laurent

Charlotte Malle

Jean-Charles Vignot

Joris Forestier

Barreau de Lyon

Tél : 04 78 61 24 80

Fax : 04 78 61 35 70

cabines@vedesi.fr

28 rue d'Enghien

69002 Lyon

Laure Thierry

Spécialisée en Droit Public

Barreau des Hauts-de-Seine

Tél : 04 78 61 24 80

Fax : 04 78 61 35 70

cabinet@vedesi.fr

112 rue de Courbevoie

92000 Nanterre

Caroline Alvarez

Barreau de Montpellier

Tél : 04 67 81 12 03

Fax : 09 72 35 52 27

caroline.alvarez@vedesi.fr

1280, avenue des Platanes

34970 Lattes

Métropole Toulon Provence Méditerranée

Monsieur le Président

107 boulevard Henri Fabre

CS 30536

83041 TOULON CEDEX 9

LYON, le 19 mars 2024

N/Réf. : Dossier n° 25.10965 / HPV/LN

Objet : Monsieur Jonathan EFROS – outrage personne chargée d'une mission de service public (agents : Madame PERRACHON et Madame REGNIEZ)

Monsieur le Président,

Vous avez souhaité l'assistance de Maître VERGNON concernant deux demandes de protection fonctionnelle de Mesdames PERRACHON et REGNIEZ, qui vous ont été sollicitées aux fins de représentation et d'assistance à l'occasion d'une audience CRPC fixée le 13 mars 2025 à 8h30 au Tribunal judiciaire de Toulon.

Nous vous remercions de votre confiance et vous prions de trouver ci-dessous un récapitulatif des conditions financières de notre intervention, conformément aux conventions d'honoraires de protection fonctionnelle régularisées pour le compte des deux agents.

L'analyse des éléments du dossier, les recherches jurisprudentielles et doctrinales, les échanges de mails, la visioconférence pour préparation de l'audience CRPC avec les agents et la rédaction de conclusions de partie civile pour le compte de chacun des agents sur une base de 5 heures de diligences par agent au tarif horaire de 150 € HT (cent cinquante euros hors taxe), soit :

- s'agissant de la plainte pour le compte de Madame Sabrina PERRACHON : soit 750,00 € HT (sept cent cinquante euros hors taxe) avec TVA à 20 % : 900,00 € TTC (neuf cents euros toutes taxes comprises)
- s'agissant de la plainte pour le compte de Madame Sandra REGNIEZ : soit 750,00 € HT (sept cent cinquante euros hors taxe) avec TVA à 20 % : 900,00 € TTC (neuf cents euros toutes taxes comprises)

Compte tenu de nos relations contractuelles et professionnelles, les diligences non couvertes par la mission décrite donneront lieu à des honoraires complémentaires calculés par référence au temps passé au taux horaire préférentiel par rapport à ceux habituellement pratiqués par le cabinet, soit 150 € HT (cent cinquante euros HT)

Si les termes de ce devis vous conviennent, nous vous remercions de bien vouloir nous retourner le bon de commande correspondant.

Restant à votre disposition pour tout complément d'information que vous souhaiteriez, je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de toute ma considération et de mon sincère dévouement.



Henri-Pierre VERGNON

www.vedesi.fr

Philippe Schmidt
Maître de conférences

Henri-Pierre Vergnon

Arnaud Pélissier
Docteur en Droit Public

Louis-Pierre Eard-Aminthas

William Tissot

Sylvie Sisino
Spécialisée en Droit Public

Astrid Allala

Johana Jounier

Fanny Marsaut

Barreau de Lyon

Tél : 04 78 61 24 80

Fax : 04 78 61 35 70

cabinet@vedesi.fr

28 rue d'Enghien

69002 Lyon

Laure Thierry

Barreau des Hauts-de-Seine

Tél : 04 78 61 24 80

Fax : 04 78 61 35 70

cabinet@vedesi.fr

112 rue de Courbevoie

92000 Nanterre

Caroline Alvarez

Nadine Zenou

Docteur en Droit Public

Barreau de Montpellier

Tél : 04 67 81 12 03

Fax : 09 72 35 52 27

caroline.alvarez@vedesi.fr

1280, avenue des Platanes

34970 Lattes

CONVENTION D'HONORAIRES

ENTRE LES SOUSSIGNÉS :

Maître Henri Piere VERNON, S.C.P. SCHMIDT-VERGNON-PÉLISSIER-THIERRY-EARD-AMINTHAS & TISSOT, Avocat au Barreau de Lyon (toque 233), demeurant 28, rue d'Enghien à 69002 LYON, téléphone : 04 78 61 24 80, fax : 04 78 61 35 70, courriel : cabinet@vedesi.fr, numéro de TVA intracommunautaire : FR76 425 025 665,

Ci-après désigné « *L'Avocat* »,

ET :

Métropole Toulon Provence Méditerranée, sise 107 boulevard Henri Fabre - CS 30536, 83041 TOULON CEDEX 9 représentée par son Président en exercice,

Ci-après désigné « *Le Client* »,

ET :

Madame Sabrina PERRACHON domiciliée Agent de la Métropole TPM - Maison de la Mobilité, 34 rue d'Alger - 83000 TOULON

Ci-après désigné « *Le Bénéficiaire* »,

IL A ÉTÉ ARRÊTÉ ET CONVENU CE QUI SUIT :

1 - PRESTATIONS DE L'AVOCAT

1.1 - PRÉAMBULE

Par courrier en date du 30 janvier 2025, Madame Sabrina PERRACHON, Agent de la Métropole Toulon Provence Méditerranée (accueil de la maison de la mobilité), a demandé à Monsieur le Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée de lui accorder une protection fonctionnelle suite à une agression subie sur son lieu de travail le 18/01/2025 à la maison de la mobilité au 34 rue d'Alger à Toulon.

Le bénéfice de la protection fonctionnelle est alors accordé à Madame Sabrina PERRACHON par la Métropole TPM par courrier lettre recommandée avec demande d'avis de réception N°1A 209 645 0484 en date du 13 février 2025, pour se défendre lors de l'audience fixée le 13 mars 2025 pour faire valoir ses droits en se constituant partie civile et en formant une demande de dommages et intérêts.

Nature de la procédure	Assistance suite à étude des documents : - Rédaction de conclusions de partie civile et représentation et assistance à l'audience de CRPC du Tribunal Judiciaire de TOULON ;
Juridiction	Tribunal Judiciaire de TOULON

L'Avocat est chargé de conseiller et d'assurer la défense des intérêts du bénéficiaire, dans le cadre du CRPC à l'encontre de Monsieur Jonathan EFROS, prévenu, devant les juridictions judiciaires afin d'obtenir sa condamnation pour les faits d'agressions et outrages à agent public et sa condamnation à des dommages et intérêts au titre du préjudice moral du bénéficiaire.

Exécution de la mission :

- Analyse des éléments du dossier, des diverses plaintes,
- Recherches
- Rédaction conclusions de partie civile
- Échanges de correspondances, mails ou télécopies
- Visioconférence pour préparer l'audience avec l'agent
- Assistance et représentation à l'audience de CRPC du 13/03/2025
- Rédaction compte rendu d'audience

1.1.1 – Aide juridictionnelle

L'Avocat a informé le Client du mécanisme de l'aide juridictionnelle qui permet la prise en charge des honoraires de l'avocat par l'État, totalement ou partiellement et suivant un barème préétabli, lorsqu'il accepte d'intervenir au bénéfice d'un client dont les ressources sont inférieures à un plafond fixé par l'administration.

Le Client déclare que ses ressources et/ou son patrimoine ne le rend pas éligible au mécanisme de l'aide juridictionnelle.

1.1.2 – Assurance protection juridique

Le Client déclare avoir été informé de la possibilité que son contrat d'assurance personnelle comporte une assurance de protection juridique permettant la prise en charge partielle des honoraires de l'Avocat suivant le barème établi par la compagnie d'assurances.

Le Client déclare faire son affaire de la mise en œuvre éventuelle de son assurance de protection juridique et du remboursement par sa compagnie d'assurances de la partie des honoraires de l'Avocat correspondant au barème de la compagnie.

Le Client reconnaît qu'en aucune manière le barème établi par la compagnie d'assurances ne pourra se substituer au montant des honoraires fixé par la présente convention et du fait que la mise en œuvre de cette garantie dans le cadre de ses relations avec sa compagnie d'assurances ne peut en aucune manière limiter sa liberté de choisir son avocat.

1.2 – MISSION DE L'AVOCAT

L'Avocat est chargé de conseiller et d'assurer la défense des intérêts de Madame Sabrina PERRACHON dans le cadre d'une procédure contentieuse pénale CRPC à l'encontre de Monsieur Jonathan EFROS, pour des faits d'infraction d'outrage à personne chargée d'une mission de service public.

L'Avocat s'engage à mettre en œuvre toutes diligences utiles à la réalisation de la mission confiée et à informer régulièrement le Client et le bénéficiaire de la réalisation de ses diligences.

En cas d'urgence ou de nécessité, l'Avocat pourra se faire substituer à l'audience par un confrère de son choix.

2 - HONORAIRES DE L'AVOCAT

Les parties sont convenues de fixer le montant des honoraires de l'Avocat par référence au temps que ce dernier aura passé pour le traitement de la mission qui lui a été confiée au terme de l'article 1.2.

Le taux horaire est fixé à au tarif horaire de 150.00 € H.T. (cent cinquante euros hors taxes), soit 180.00 € T.T.C. (cent quatre-vingts euros toutes taxes comprises), pour les interventions de l'Avocat.

L'avocat propose de facturer : l'analyse des éléments du dossier, les recherches jurisprudentielles et doctrinales, les échanges de mails, la visioconférence pour préparation de l'audience CRPC et la rédaction de conclusions de partie civile pour le compte de Madame PERRACHON, sur une base de 5 heures de diligences au tarif horaire de 150 € HT (cent cinquante euros hors taxe), soit 750,00 € HT (sept cent cinquante euros hors taxe) avec TVA à 20 %, soit 900,00 € TTC (neuf cents euros toutes taxes comprises), hors débours, dépens et autres frais (déplacement ou autre).

Les diligences non couvertes par la Mission décrite donneront lieu à des honoraires complémentaires calculés par référence au temps passé au taux horaire habituel du cabinet, soit 150 € HT (cent cinquante euros HT)

Le suivi et l'accompagnement de Madame PERRACHON pour toutes autres diligences éventuellement à venir feront l'objet d'une facturation distincte par renvoi aux conditions financières arrêtées dans le cadre de la présente convention.

3 – FRAIS ET DÉBOURS – DÉPLACEMENTS

Outre le règlement des honoraires, les frais, débours et dépens payés à des tiers pour l'intérêt de la Mission sont réglés sans délais par le Client soit directement au tiers, soit par remboursement de l'avance effectuée par l'Avocat et sur présentation d'un justificatif.

Les déplacements en dehors de la ville où est situé le cabinet de l'Avocat nécessaires à la réalisation de la mission seront facturés aux frais réels sur présentation des justificatifs.

4 – TVA

La totalité des honoraires visés dans la présente convention, ainsi que les frais et honoraires de déplacement sont majorés de la TVA au taux en vigueur au jour d'émission de la facture.

5 – FACTURATION

Les honoraires seront facturés par provisions successives.

Une facture récapitulative sera établie à la fin de la mission de l'Avocat, faisant apparaître l'ensemble des provisions versées et des honoraires dus et des débours exposés.

Les pièces justificatives des débours sont jointes à la facture récapitulative.

Les factures feront apparaître, le cas échéant, les droits de plaidoirie et les éventuels droits d'ordre dus par l'Avocat à l'Ordre des avocats du Barreau de Lyon sur justificatifs.

Tout défaut de paiement à échéance entraînera de plein droit, sans mise en demeure préalable, la perception par l'Avocat d'un intérêt de retard journalier égal à trois fois le taux d'intérêt légal et d'une indemnité forfaitaire de 40 euros au titre des frais de recouvrement.

6 – VOIES DE RECOURS

Dans l'hypothèse où la décision obtenue ferait l'objet d'un recours, un avenant à la présente convention sera établi.

7 - DURÉE DE LA CONVENTION D'HONORAIRES

La présente convention d'honoraires est conclue pour la durée de la mission.

Le Client et le bénéficiaire restent toujours libres du choix de son conseil dans la défense de ses intérêts, il peut à tout moment dessaisir l'Avocat, mais s'engage dès lors à honorer sans délai les honoraires, frais, débours et dépens dus à l'Avocat pour les diligences effectuées avant son dessaisissement.

L'Avocat pourra mettre fin à la présente convention si le Client, ou le bénéficiaire, ne respecte pas ses engagements pris en vertu des présentes et à condition d'avoir prévenu ce dernier dans un délai de préavis raisonnable et après avoir tenté de résoudre amiablement le différend dans les conditions stipulées à l'article 8 ci-après.

8 - CONTESTATIONS

En cas de contestation relative à la validité, à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention, les parties s'engagent à chercher une solution amiable au litige les opposant.

À défaut de parvenir à un accord, le Bâtonnier de l'Ordre des Avocats de Lyon pourra être saisi à la requête de la partie la plus diligente.

9 - MÉDIATION

Le Client est informé de la possibilité qui lui est offerte par l'article L. 612-1 du code de la consommation, en cas de litige résultant de la présente convention, de saisir le médiateur de la consommation de la profession d'avocat.

Médiateur de la consommation de la profession d'avocat :

Madame Carole PASCAREL

Adresse : 180, boulevard Haussmann, 75008 Paris

Adresse électronique : mediateur-conso@mediateur-consommation-avocat.fr

Site Internet : <https://mediateur-consommation-avocat.fr>

Le Client est informé que la saisine du médiateur ne peut intervenir qu'après avoir tenté au préalable de résoudre le litige directement auprès de l'Avocat par une réclamation écrite.

10 – PROTECTION DES DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL

Le cabinet met en œuvre des traitements de données à caractère personnel concernant ses clients. Ces traitements présentent les caractéristiques suivantes :

Finalité	Base légale	Catégories de données	Catégories de personnes	Durée
Prospection et animation	Intérêt légitime	Identité/État civil Coordonnées	Clients Prospects	3 ans
Gestion de la relation avec ses clients et prospects		Identité/État civil Coordonnées Vie personnelle/professionnelle	Clients Prospects	Durée la plus longue entre : durée de la relation contractuelle et durée ferme de 3 ans.
Organisation, Inscription et invitation aux événements du cabinet.		Identité/État civil Coordonnées Vie personnelle/professionnelle	Clients Prospects Invités	3 ans
Production, la gestion, le suivi des dossiers de ses clients	Exécution de mesures précontractuelles ou du contrat	Identité/État civil Vie personnelle et/ou professionnelle Informations d'ordre économique et financier	Clients	Durée de la relation contractuelle augmentée des délais de prescription.
Facturation		Identité/État civil Informations d'ordre économique et financier	Clients	10 ans à compter de la date de clôture de l'exercice comptable au cours duquel la facture a été émise.
Recouvrement		Identité/État civil Informations d'ordre économique et financier	Clients	Jusqu'à complet paiement des honoraires.
Prévention du blanchiment et du financement du terrorisme et la lutte contre la corruption	Respect d'obligations légales et réglementaires	Identité/État civil, Vie personnelle et/ou professionnelle Informations d'ordre économique et financier	Clients	5 ans après la fin des relations contractuelles avec le cabinet.
Comptabilité		Identité/État civil, Informations d'ordre économique et financier	Clients	10 ans à compter de la clôture de l'exercice comptable.

En fonction des finalités prévues ci-avant, les catégories de données conservées pourront légèrement différer, ces dernières étant essentiellement liées à la nature de la mission confiée. Ces informations sont nécessaires à la poursuite des finalités identifiées ci-dessus.

Dans l'hypothèse où la mission objet de la présente le requiert, des données sensibles au sens de la réglementation applicable peuvent être traitées notamment lorsqu'elles sont nécessaires :

- à la constatation, à l'exercice ou à la défense d'un droit en justice ;
- ou aux fins de l'exécution des obligations et de l'exercice des droits propres au responsable du traitement ou à la personne concernée en matière de droit du travail, de la sécurité sociale et de la protection sociale.

Les données traitées sont destinées aux personnes habilitées du cabinet, ainsi qu'à ses prestataires.

Dans les conditions définies par les dispositions en vigueur, les personnes physiques disposent d'un droit d'accès aux données les concernant, de rectification, de limitation, de portabilité, d'effacement.

Les personnes concernées par les traitements mis en œuvre disposent également d'un droit de s'opposer à tout moment, pour des raisons tenant à leur situation particulière, à un traitement des données à caractère personnel ayant comme base juridique l'intérêt légitime du cabinet, ainsi que d'un droit d'opposition à la prospection commerciale.

Elles disposent également du droit de définir des directives générales et particulières définissant la manière dont elles entendent que soient exercés, après leur décès, les droits mentionnés ci-dessus par courrier électronique à l'adresse suivante : cabinet@vedesi.fr ou par courrier postal à l'adresse suivante : Cabinet VEDESI, 28 rue d'Enghien à 69002 LYON, accompagné d'une copie d'un titre d'identité signé.

Les personnes concernées disposent du droit d'introduire une réclamation auprès de la Cnil.

11 - RESPONSABILITÉ CIVILE PROFESSIONNELLE

La mission est réalisée dans le cadre d'une obligation de moyens, au vu de l'état du droit en vigueur au jour où l'Avocat rend ses travaux.

En sa qualité d'Avocat inscrit au Barreau de Lyon, l'Avocat bénéficie d'une assurance de Responsabilité Civile Professionnelle n° 112 024 973 souscrite par le Barreau de Lyon, couvrant les dommages à hauteur 8 000 000 € par assuré, dont 4 000 000 € par sinistre complété par 4 000 000 € par année d'assurance.


Le Client et/ou le bénéficiaire ne pourront prétendre à aucune indemnisation pour des dommages indirects invoqués au titre des présentes, que l'éventualité de tels dommages ait été envisagée ou non.

Fait à LYON, le 19/03/2025

En trois exemplaires originaux,

Madame Sabrina PERRACHON
(avec la mention « *lu et approuvé* »)

Maître Henri Pierre VERGNON



Monsieur le Président
Métropole TPM

www.vedesi.fr

Philippe Schmidt
Maître de conférences

Henri-Pierre Vergnon

Arnaud Pélissier
Docteur en Droit Public

Louis-Pierre Eard-Aminthas

William Tissot

Sylvie Sisino
Spécialisée en Droit Public

Astrid Allala

Johana Jounier

Fanny Marsaut

Barreau de Lyon

Tél : 04 78 61 24 80

Fax : 04 78 61 35 70

cabinet@vedesi.fr

28 rue d'Enghien

69002 Lyon

Laure Thierry

Barreau des Hauts-de-Seine

Tél : 04 78 61 24 80

Fax : 04 78 61 35 70

cabinet@vedesi.fr

112 rue de Courbevoie

92000 Nanterre

Caroline Alvarez

Nadine Zenou

Docteur en Droit Public

Barreau de Montpellier

Tél : 04 67 81 12 03

Fax : 09 72 35 52 27

caroline.alvarez@vedesi.fr

1280, avenue des Platanes

34970 Lattes

CONVENTION D'HONORAIRES

ENTRE LES SOUSSIGNÉS :

Maître Henri Piere VERNON, S.C.P. SCHMIDT-VERGNON-PÉLISSIER-THIERRY-EARD-AMINTHAS & TISSOT, Avocat au Barreau de Lyon (toque 233), demeurant 28, rue d'Enghien à 69002 LYON, téléphone : 04 78 61 24 80, fax : 04 78 61 35 70, courriel : cabinet@vedesi.fr, numéro de TVA intracommunautaire : FR76 425 025 665,

Ci-après désigné « *L'Avocat* »,

ET :

Métropole Toulon Provence Méditerranée, sise 107 boulevard Henri Fabre - CS 30536, 83041 TOULON CEDEX 9 représentée par son Président en exercice,

Ci-après désigné « *Le Client* »,

ET :

Madame Sandra REGNIEZ domiciliée Agent de la Métropole TPM - Maison de la Mobilité, 34 rue d'Alger - 83000 TOULON

Ci-après désigné « *Le Bénéficiaire* »,

IL A ÉTÉ ARRÊTÉ ET CONVENU CE QUI SUIT :

1 - PRESTATIONS DE L'AVOCAT

1.1 - PRÉAMBULE

Par courrier en date du 30 janvier 2025, Madame Sandra REGNIEZ, Agent de la Métropole Toulon Provence Méditerranée (accueil de la maison de la mobilité), a demandé à Monsieur le Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée de lui accorder une protection fonctionnelle suite à une agression subie sur son lieu de travail le 18/01/2025 à la maison de la mobilité au 34 rue d'Alger à Toulon.

Le bénéfice de la protection fonctionnelle est alors accordé à Madame Sandra REGNIEZ par la Métropole TPM par courrier lettre recommandée avec demande d'avis de réception N°1A 209 645 0485 7 en date du 13 février 2025, pour se défendre lors de l'audience fixée le 13 mars 2025 pour faire valoir ses droits en se constituant partie civile et en formant une demande de dommages et intérêts.

Nature de la procédure	Assistance suite à étude des documents : - Rédaction de conclusions de partie civile et représentation et assistance à l'audience de CRPC du Tribunal Judiciaire de TOULON ;
Juridiction	Tribunal Judiciaire de TOULON

L'Avocat est chargé de conseiller et d'assurer la défense des intérêts du bénéficiaire, dans le cadre du CRPC à l'encontre de Monsieur Jonathan EFROS, prévenu, devant les juridictions judiciaires afin d'obtenir sa condamnation pour les faits d'agressions et outrages à agent public et sa condamnation à des dommages et intérêts au titre du préjudice moral du bénéficiaire.

Exécution de la mission :

- Analyse des éléments du dossier, des diverses plaintes,
- Recherches
- Rédaction conclusions de partie civile
- Échanges de correspondances, mails ou télécopies
- Visioconférence pour préparer l'audience avec l'agent
- Assistance et représentation à l'audience de CRPC du 13/03/2025
- Rédaction compte rendu d'audience

1.1.1 – Aide juridictionnelle

L'Avocat a informé le Client du mécanisme de l'aide juridictionnelle qui permet la prise en charge des honoraires de l'avocat par l'État, totalement ou partiellement et suivant un barème préétabli, lorsqu'il accepte d'intervenir au bénéfice d'un client dont les ressources sont inférieures à un plafond fixé par l'administration.

Le Client déclare que ses ressources et/ou son patrimoine ne le rend pas éligible au mécanisme de l'aide juridictionnelle.

1.1.2 – Assurance protection juridique

Le Client déclare avoir été informé de la possibilité que son contrat d'assurance personnelle comporte une assurance de protection juridique permettant la prise en charge partielle des honoraires de l'Avocat suivant le barème établi par la compagnie d'assurances.

Le Client déclare faire son affaire de la mise en œuvre éventuelle de son assurance de protection juridique et du remboursement par sa compagnie d'assurances de la partie des honoraires de l'Avocat correspondant au barème de la compagnie.

Le Client reconnaît qu'en aucune manière le barème établi par la compagnie d'assurances ne pourra se substituer au montant des honoraires fixé par la présente convention et du fait que la mise en œuvre de cette garantie dans le cadre de ses relations avec sa compagnie d'assurances ne peut en aucune manière limiter sa liberté de choisir son avocat.

1.2 – MISSION DE L'AVOCAT

L'Avocat est chargé de conseiller et d'assurer la défense des intérêts de Madame Sandra REGNIEZ dans le cadre d'une procédure contentieuse pénale CRPC à l'encontre de Monsieur Jonathan EFROS, pour des faits d'infraction d'outrage à personne chargée d'une mission de service public.

L'Avocat s'engage à mettre en œuvre toutes diligences utiles à la réalisation de la mission confiée et à informer régulièrement le Client et le bénéficiaire de la réalisation de ses diligences.

En cas d'urgence ou de nécessité, l'Avocat pourra se faire substituer à l'audience par un confrère de son choix.

2 - HONORAIRES DE L'AVOCAT

Les parties sont convenues de fixer le montant des honoraires de l'Avocat par référence au temps que ce dernier aura passé pour le traitement de la mission qui lui a été confiée au terme de l'article 1.2.

Le taux horaire est fixé à au tarif horaire de 150.00 € H.T. (cent cinquante euros hors taxes), soit 180.00 € T.T.C. (cent quatre-vingts euros toutes taxes comprises), pour les interventions de l'Avocat.

L'avocat propose de facturer : l'analyse des éléments du dossier, les recherches jurisprudentielles et doctrinales, les échanges de mails, la visioconférence pour préparation de l'audience CRPC et la rédaction de conclusions de partie civile pour le compte de Madame REGNOEZ, sur une base de 5 heures de diligences au tarif horaire de 150 € HT (cent cinquante euros hors taxe), soit 750,00 € HT (sept cent cinquante euros hors taxe) avec TVA à 20 %, soit 900,00 € TTC (neuf cents euros toutes taxes comprises), hors débours, dépens et autres frais (déplacement ou autre).

Les diligences non couvertes par la Mission décrite donneront lieu à des honoraires complémentaires calculés par référence au temps passé au taux horaire habituel du cabinet, soit 150 € HT (cent cinquante euros HT)

Le suivi et l'accompagnement de Madame REGNIEZ pour toutes autres diligences éventuellement à venir feront l'objet d'une facturation distincte par renvoi aux conditions financières arrêtées dans le cadre de la présente convention.

3 – FRAIS ET DÉBOURS – DÉPLACEMENTS

Outre le règlement des honoraires, les frais, débours et dépens payés à des tiers pour l'intérêt de la Mission sont réglés sans délais par le Client soit directement au tiers, soit par remboursement de l'avance effectuée par l'Avocat et sur présentation d'un justificatif.

Les déplacements en dehors de la ville où est situé le cabinet de l'Avocat nécessaires à la réalisation de la mission seront facturés aux frais réels sur présentation des justificatifs.

4 – TVA

La totalité des honoraires visés dans la présente convention, ainsi que les frais et honoraires de déplacement sont majorés de la TVA au taux en vigueur au jour d'émission de la facture.

5 – FACTURATION

Les honoraires seront facturés par provisions successives.

Une facture récapitulative sera établie à la fin de la mission de l'Avocat, faisant apparaître l'ensemble des provisions versées et des honoraires dus et des débours exposés.

Les pièces justificatives des débours sont jointes à la facture récapitulative.

Les factures feront apparaître, le cas échéant, les droits de plaidoirie et les éventuels droits d'ordre dus par l'Avocat à l'Ordre des avocats du Barreau de Lyon sur justificatifs.

Tout défaut de paiement à échéance entraînera de plein droit, sans mise en demeure préalable, la perception par l'Avocat d'un intérêt de retard journalier égal à trois fois le taux d'intérêt légal et d'une indemnité forfaitaire de 40 euros au titre des frais de recouvrement.

6 – VOIES DE RECOURS

Dans l'hypothèse où la décision obtenue ferait l'objet d'un recours, un avenant à la présente convention sera établi.

7 - DURÉE DE LA CONVENTION D'HONORAIRES

La présente convention d'honoraires est conclue pour la durée de la mission.

Le Client et le bénéficiaire restent toujours libres du choix de son conseil dans la défense de ses intérêts, il peut à tout moment dessaisir l'Avocat, mais s'engage dès lors à honorer sans délai les honoraires, frais, débours et dépens dus à l'Avocat pour les diligences effectuées avant son dessaisissement.

L'Avocat pourra mettre fin à la présente convention si le Client, ou le bénéficiaire, ne respecte pas ses engagements pris en vertu des présentes et à condition d'avoir prévenu ce dernier dans un délai de préavis raisonnable et après avoir tenté de résoudre amiablement le différend dans les conditions stipulées à l'article 8 ci-après.

8 - CONTESTATIONS

En cas de contestation relative à la validité, à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention, les parties s'engagent à chercher une solution amiable au litige les opposant.

À défaut de parvenir à un accord, le Bâtonnier de l'Ordre des Avocats de Lyon pourra être saisi à la requête de la partie la plus diligente.

9 - MÉDIATION

Le Client est informé de la possibilité qui lui est offerte par l'article L. 612-1 du code de la consommation, en cas de litige résultant de la présente convention, de saisir le médiateur de la consommation de la profession d'avocat.

Médiateur de la consommation de la profession d'avocat :

Madame Carole PASCAREL

Adresse : 180, boulevard Haussmann, 75008 Paris

Adresse électronique : mediateur-conso@mediateur-consommation-avocat.fr

Site Internet : <https://mediateur-consommation-avocat.fr>

Le Client est informé que la saisine du médiateur ne peut intervenir qu'après avoir tenté au préalable de résoudre le litige directement auprès de l'Avocat par une réclamation écrite.

10 – PROTECTION DES DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL

Le cabinet met en œuvre des traitements de données à caractère personnel concernant ses clients. Ces traitements présentent les caractéristiques suivantes :

Finalité	Base légale	Catégories de données	Catégories de personnes	Durée
Prospection et animation	Intérêt légitime	Identité/État civil Coordonnées	Clients Prospects	3 ans
Gestion de la relation avec ses clients et prospects		Identité/État civil Coordonnées Vie personnelle/professionnelle	Clients Prospects	Durée la plus longue entre : durée de la relation contractuelle et durée ferme de 3 ans.
Organisation, inscription et invitation aux événements du cabinet.		Identité/État civil Coordonnées Vie personnelle/professionnelle	Clients Prospects Invités	3 ans
Production, la gestion, le suivi des dossiers de ses clients	Exécution de mesures précontractuelles ou du contrat	Identité/État civil Vie personnelle et/ou professionnelle Informations d'ordre économique et financier	Clients	Durée de la relation contractuelle augmentée des délais de prescription.
Facturation		Identité/État civil Informations d'ordre économique et financier	Clients	10 ans à compter de la date de clôture de l'exercice comptable au cours duquel la facture a été émise.
Recouvrement		Identité/État civil Informations d'ordre économique et financier	Clients	Jusqu'à complet paiement des honoraires.
Prévention du blanchiment et du financement du terrorisme et la lutte contre la corruption	Respect d'obligations légales et réglementaires	Identité/État civil, Vie personnelle et/ou professionnelle Informations d'ordre économique et financier	Clients	5 ans après la fin des relations contractuelles avec le cabinet.
Comptabilité		Identité/État civil, Informations d'ordre économique et financier	Clients	10 ans à compter de la clôture de l'exercice comptable.

En fonction des finalités prévues ci-avant, les catégories de données conservées pourront légèrement différer, ces dernières étant essentiellement liées à la nature de la mission confiée. Ces informations sont nécessaires à la poursuite des finalités identifiées ci-dessus.

Dans l'hypothèse où la mission objet de la présente le requiert, des données sensibles au sens de la réglementation applicable peuvent être traitées notamment lorsqu'elles sont nécessaires :

- à la constatation, à l'exercice ou à la défense d'un droit en justice ;
- ou aux fins de l'exécution des obligations et de l'exercice des droits propres au responsable du traitement ou à la personne concernée en matière de droit du travail, de la sécurité sociale et de la protection sociale.

Les données traitées sont destinées aux personnes habilitées du cabinet, ainsi qu'à ses prestataires.

Dans les conditions définies par les dispositions en vigueur, les personnes physiques disposent d'un droit d'accès aux données les concernant, de rectification, de limitation, de portabilité, d'effacement.

Les personnes concernées par les traitements mis en œuvre disposent également d'un droit de s'opposer à tout moment, pour des raisons tenant à leur situation particulière, à un traitement des données à caractère personnel ayant comme base juridique l'intérêt légitime du cabinet, ainsi que d'un droit d'opposition à la prospection commerciale.

Elles disposent également du droit de définir des directives générales et particulières définissant la manière dont elles entendent que soient exercés, après leur décès, les droits mentionnés ci-dessus par courrier électronique à l'adresse suivante : cabinet@vedesi.fr ou par courrier postal à l'adresse suivante : Cabinet VEDESI, 28 rue d'Enghien à 69002 LYON, accompagné d'une copie d'un titre d'identité signé.

Les personnes concernées disposent du droit d'introduire une réclamation auprès de la Cnil.

11 - RESPONSABILITÉ CIVILE PROFESSIONNELLE

La mission est réalisée dans le cadre d'une obligation de moyens, au vu de l'état du droit en vigueur au jour où l'Avocat rend ses travaux.

En sa qualité d'Avocat inscrit au Barreau de Lyon, l'Avocat bénéficie d'une assurance de Responsabilité Civile Professionnelle n° 112 024 973 souscrite par le Barreau de Lyon, couvrant les dommages à hauteur 8 000 000 € par assuré, dont 4 000 000 € par sinistre complété par 4 000 000 € par année d'assurance.


Le Client et/ou le bénéficiaire ne pourront prétendre à aucune indemnisation pour des dommages indirects invoqués au titre des présentes, que l'éventualité de tels dommages ait été envisagée ou non.

Fait à LYON, le 19/03/2025

En trois exemplaires originaux,

Madame Sandra REGNIEZ
(avec la mention « *lu et approuvé* »)

Maître Henri Pierre VERGNON



Monsieur le Président
Métropole TPM